



Secrétariat :
Taylor Quenet
c/o Office de l'environnement
Chemin du Bel'Oiseau 12, Case postale 69
2882 Saint-Ursanne
t 032 420 4803, taylor.quentet@jura.ch

Présidence :
Pascal Mahon
t 076 249 19 44,
pascal.mahon@unine.ch

Coordination :
Sylvain Rigaud
Service de l'énergie, Rue des Moulins 2
2800 Delémont
t 032 420 53 22, sylvain.rigaud@jura.ch

Procès-verbal **SÉANCE 4 (2/2023)**

Date : Mardi 14 mars 2023
Lieu : Commune mixte de Haute-Sorne, Bassecourt
Heure : De 16h45 à 19h35

Présidence et bureau

| | | |
|-----------------------|-----|-----------------|
| Pascal Mahon | PMA | CSI, président |
| Sylvain Rigaud | SRI | SDT/CSI, bureau |
| Taylor Quenet | TQU | ENV/CSI, bureau |
| Amelia Vitalba | AVI | SDT/CSI, bureau |

Membres ou suppléant.e.s

| | | |
|-------------------------------|-----|---|
| Christophe Badertscher | CBA | ENV, membre représentant RCJU |
| Pierre Brulhart | PBR | SDT, membre représentant RCJU |
| Peter Meier | PME | Geo-Energie Suisse, membre |
| Olivier Zingg | OZI | Geo-Energie Suisse, membre |
| Eric Dobler | EDO | Conseil communal de Haute-Sorne, membre |
| Olivier Chèvre | OCH | Conseil communal de Haute-Sorne, membre |
| Patrizia Monastra | PMO | Conseil communal de Boécourt, membre |
| Christophe Wermeille | CWE | Conseil communal de Saulcy, membre |
| Nicole Lupi | NLU | OFEN, membre |
| Pierre-Alain Berret | PAB | CCIJ, membre |
| Marie-Anne Etter | MAE | WWF Jura, membre |
| Marc Kury | MKU | AgriJura, membre |
| Gérard Struchen | GST | Association Géothermie Jura, membre |
| Vincent Gigandet | VGI | FER-Arcju, suppléant |
| Denis Jeannerat | DJE | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |
| Michel Lando | MLA | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |
| Thierry Lombard | TLO | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |
| Vincent Seuret | VSE | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |
| Alain Girardin | AGI | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |
| Massimo Zappala | MZA | Citoyennes et citoyens de Haute-Sorne, membre |

Invité.e.s

| | | |
|---------------------------|------|------------------------|
| Manuel Lachat | MLAC | Directeur SiTadel Sàrl |
| Roland Paupe | RPA | Directeur Metrix SA |
| Stefan Pöcze | STP | Assurances Aon |
| Gianni Zantedeschi | GZA | Assurances Aon |

Excusé.e.s

| | | |
|-----------------------------|-----|-------------------|
| Patrick Riat | PRI | FER-Arcju, membre |
| Marie-Hélène Brandon | MHB | AJPF, membre |

Procès-verbal

1. Accueil et approbation de l'ordre du jour

PMA ouvre la quatrième séance de la CSI en souhaitant la bienvenue à toutes les personnes prenant part à cette rencontre. Il informe qu'une équipe de tournage de la RTS est présente pour une partie de la séance en raison de la réalisation d'un reportage dans « Mise au point ». Monsieur Patrick Riat de FER-Arcju et Mme Marie-Hélène Brandon de l'AJPF sont excusés. Au vu de l'absence de Monsieur Riat, son suppléant, Monsieur Gigandet, est présent et est remercié de sa participation.

Lorsque le premier point de l'ordre du jour aura été épuisé, l'équipe de la RTS se retirera et les points liés à l'organisation interne et au fonctionnement de la commission seront abordés. Ce n'est qu'après la pause et à nouveau en présence de l'équipe de la RTS, que les deux points de fond, à savoir, d'une part, l'information approfondie sur la thématique « établissement des preuves et assurances » et « protocoles de fissures » seront abordés. D'autre part, il avait également été discuté que la thématique « aménagement du site de forage et forage d'exploration » fasse l'objet d'une première information. PMA précise encore que pendant la pause et/ou à l'issue de la séance, il est probable que M. David Nicole, journaliste de la RTS, s'adresse à l'un ou l'autre membre pour un bref interview.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 6 février 2023

PMA : Est-ce que le procès-verbal de la séance du 6 février 2023 appelle à des remarques ou à des demandes de modifications ? Ceci n'étant pas le cas, il est approuvé avec remerciements à son auteure.

Décision :

- **Le procès-verbal de la séance du 6 février 2023 est approuvé à l'unanimité.**

3. Informations et discussion générale (debriefing) sur le suivi de la séance du 6 février 2023 et la visite du site de forage de Vinzel, du 11 mars 2023

PMA : Parmi les rubriques proposées par le bureau de la CSI, la parole sera donnée, dans un premier temps, à OZI pour discuter du calendrier prévisionnel des travaux du projet qui a été mis à jour à la demande d'un membre. Dans un second temps, le calendrier des séances de la CSI sera abordé avec une proposition de changement de date en raison de plusieurs absences le 29 juin 2023. SRI présentera un bilan de la visite du site de forage de Vinzel et transmettra quelques indications sur l'état actuel des travaux du site internet de la CSI.

Règlement de la CSI

Avant de passer la parole aux différents intervenants, PMA souhaite relever un point concernant le règlement de la CSI. Par son article 8, alinéa 2, le règlement de la CSI indique que « *La présidence établit un ordre du jour des réunions 20 jours avant la réunion suivante. Les demandes de modification sont notifiées à la présidence et au secrétariat 10 jours avant la réunion suivante. Les documents soumis à la Commission lui sont en principe transmis 10 jours avant la réunion* ». Ces délais étant difficiles à respecter en raison du rythme rapproché des séances, le bureau de la CSI souhaite procéder à une modification. Après accord des membres, est-il envisageable de réduire le délai de 20 jours à 10 jours et celui de 10 jours à 5 jours ? Aucune opposition n'étant formulée, une proposition écrite en ce sens sera présentée lors de la prochaine séance.

Question n°1 :

TLO : Est-ce finalement nécessaire d'avoir un délai pour modifier l'ordre du jour ? En effet, en début de chaque séance, l'ordre du jour fait l'objet d'une approbation.

PMA : Ce délai de 5 jours pour demander une modification de l'ordre du jour peut en effet être supprimé, puisqu'une modification de l'ordre du jour peut de toute manière être faite en début de séance. De plus, le bureau n'étant pas d'une rigidité absolue, les membres sont toujours les bienvenus à nous contacter en cas de souhait d'ajout d'un point à l'ordre du jour.

Décision :

- **Une proposition écrite du bureau de la CSI sera établie dans le but de modifier l'article 8, alinéa 2 du règlement. Ce point sera repris lors de la prochaine séance.**

Calendrier prévisionnel du projet - Geo-Energie

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MAE : Le WWF souhaite que la station de mesure du Tabeillon soit mise en place rapidement pour ainsi avoir du recul sur sa saisonnalité. Où en sont les démarches ?

OZI : Différentes offres ont été récoltées. La réalisation interviendra dans les deux mois à venir.

Question n°2 :

PMA : Sur combien de semaines auront lieu les tests de stimulation ?

OZI : Environ 2-3 semaines. Le test consistera à injecter de l'eau, après quoi il faut attendre quelque temps, mesurer le résultat et puis éventuellement procéder à un deuxième voire troisième test selon les résultats obtenus. Lorsque le forage aura été terminé, il sera entubé - cimenté puis des tests de forage seront réalisés.

Question n°3 :

PMO : Est-il possible de recevoir le calendrier prévisionnel par mail ?

OZI : Il est possible de l'envoyer, indépendamment de la présentation PowerPoint.

PMA : Le bureau de la CSI s'en chargera.

Question n°4 :

MLA : Comment réagira la tour de forage en cas d'intempérie ?

OZI : Selon les spécificités techniques de la machine, elle doit pouvoir résister à de fortes bourrasques et ce, même par vent de plus de 100 km/h. Ces machines-là sont souvent amenées à travailler dans des environnements très hostiles.

Question n°5 :

AGI : Le forage perdura probablement sur une phase de 6 mois, ensuite s'ensuivra la fracturation du sous-sol ?

OZI : Non. Le schéma présenté relève de la phase d'exploration durant laquelle il n'y a pas de stimulation. La stimulation principale du réservoir aura lieu dans la deuxième phase du projet, soit en 2026-2027. En revanche, des tests de stimulation du forage d'exploration auront lieu. Ces tests, qui ne sont pas de la même ampleur que la stimulation du réservoir, permettront de tester la réponse de la roche à l'injection de l'eau. Cette étape permettra de donner les principales clés pour la suite, à savoir la stimulation principale du 2^{ème} forage.

Question n°6 :

AGI : Quelle est la profondeur du forage durant cette phase d'exploration ?

OZI : 4'000 mètres.

Question n°7 :

CBA : Les tests de stimulation ne seront pas de la même ampleur que ceux réalisés lors de la 2^{ème} phase du projet. Par rapport à ce qui se pratique classiquement dans les forages (pétroliers ou de captage d'eau par exemple), comment se situent les tests de stimulation de la 1^{ère} étape ?

OZI : Cela dépend bien entendu des projets, toutes sortes de méthodes existent pour améliorer la productivité des puits de production d'eau propre ou encore pour des forages géothermiques. C'est courant d'avoir du fracking, de la stimulation hydraulique, chimique ou encore thermique. Ce sont toutes des méthodes dites de « stimulation » de manière générale qui permettent d'augmenter la productivité d'un réservoir que ce soit de l'eau, du pétrole, du gaz, etc. La finalité ici, pour le test de stimulation de la phase d'exploration, n'est pas d'augmenter la perméabilité du réservoir mais de tester la réponse de la roche à l'injection. Sur le site de Vinzel par exemple, des tests hydrauliques ont été menés sur les carbonates qui ont été traités à l'acide chlorhydrique permettant ainsi d'augmenter la circulation de l'eau. Les forages géothermiques de Bavière dans la région de Munich sont systématiquement stimulés chimiquement avant d'être mis en production.

Question n°8 :

MLA : Quel pourcentage d'acide chlorhydrique ?

OZI : C'est bien concentré. Les puits de production d'eau potable de Delémont ont tous été traités à l'acide chlorhydrique. Cette substance est dangereuse à manipuler. En revanche, lorsqu'elle réagit avec le calcaire, il reste uniquement du sel, de l'eau et du CO₂ et il n'y a donc pas de résidus toxiques une fois qu'elle a réagi.

Question n°9 :

AGI : Au niveau des études géologiques, est-ce que Geo-Energie a déjà une indication/information sur le temps de forage que ça prendra par rapport au nombre de mètres à forer ? Ou alors c'est des éléments qui doivent encore être ajustés et qui pourraient finalement inclure un délai ou un raccourcissement dans cette période de forage ?

OZI : S'agissant d'un forage d'exploration, la durée de ce dernier a été calculée sur la base du site le plus ressemblant, soit celui de Bâle. La durée de 6 mois a été estimée. Toutefois, il reste une incertitude sur la vitesse de progression du forage.

Décision :

- **Le calendrier, mis à jour par Geo-Energie, sera transmis par mail à tous les membres, indépendamment de la présentation PowerPoint.**

Calendrier des séances de la CSI

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

SRI : En raison des séances chargées de la CSI, du retard a été pris sur le programme. Le bureau a essayé de réduire au maximum les thèmes à aborder lors de chaque séance. En référence à la dernière séance, il avait été évoqué que de nombreux membres ne seraient pas disponibles le 29 juin. Le bureau propose donc une nouvelle date, à savoir le 13 juin.

PMA : Effectivement, lors de la séance du 6 février, la date du 29 juin avait été proposée aux membres, mais ne convenait pas à de nombreuses personnes. Ainsi, la date alternative du 13 juin est proposée. Hormis PMO et VSE qui ne seront pas présents, toutes et tous sont favorables à changer. Il est donc décidé d'agender la 6^{ème} séance de la CSI au 13 juin 2023. Le bureau fera des propositions de séances pour le deuxième semestre de l'année 2023.

Décision :

- **La 6^{ème} séance de la CSI se tiendra le 13 juin 2023 en lieu et place du 29 juin 2023 annoncé initialement.**

Craintes des industriels

SRI : Lors de la séance de février, il a été évoqué que certains industriels avaient de fortes craintes liées au projet de géothermie profonde, certaines industries pourraient notamment décider de se délocaliser et leurs employés craignent de perdre leur travail. Une investigation approfondie est actuellement menée. Geo-Energie comme le canton, avaient, en début de projet, discuté de ces aspects avec les industriels mais il est vrai que des données manquent afin de pouvoir communiquer une information factuelle sur le sujet. Afin de pouvoir répondre aux inquiétudes des industriels de manière objective et de connaître les potentiels problèmes que pourraient engendrer les micros séismes sur ce type d'instruments de haute-précision, SRI a eu l'occasion d'échanger avec des personnes dont le métier est de déterminer ce type de risque. Une information est toutefois nécessaire afin de savoir à partir de quel niveau de vibration les instruments de précision utilisés pourraient rencontrer des problèmes : leurs spécifications vibratoires. SRI se renseignera auprès des industriels pour connaître ces informations. Les informations obtenues jusqu'à présent laissent à penser que les niveaux de vibration qui pourraient commencer à engendrer des problèmes pour ce type d'instruments se situent largement au-dessus du seuil défini pour l'arrêt du projet. Toutefois, pour répondre de manière précise, ces données sont indispensables. Il a été communiqué à SRI qu'en général, les entreprises concernées par des problèmes liés aux niveaux de vibrations connaissaient parfaitement les spécifications vibratoires de leurs instruments. Le cas échéant, la tolérance des instruments utilisés se trouve très probablement au-delà des seuils de magnitudes définis pour ce projet. Cela va être vérifié.

SRI : Par rapport aux thèmes présentés dans le calendrier de la CSI, est-ce que les membres ont d'autres thèmes à proposer ?

Discussions :

AGI : La phase d'exploration est abordée, tout en sachant qu'un grand nombre d'indices permettraient de stopper l'expérimentation de ce forage en raison des seuils de vibrations, sismiques, etc. En revanche, les dommages collatéraux liés à cet arrêt hypothétique n'ont pas été abordés. Que se passe-t-il lorsque le forage aura été réalisé et quel recul avons-nous par rapport aux autres essais, forages abandonnés ? Ce point devrait être discuté en commission.

PME : Ce point pourra en effet être approfondi tout en prévoyant un large créneau de discussion.

PMA : Il est suggéré de prendre note de cette problématique « Les retombées du projet en cas d'abandon de ce dernier » et de déterminer la période à laquelle il sera abordé. Hormis cette proposition, est-ce que les membres valident les thématiques du 10 mai et 13 juin ?

MAE : Deux thèmes sont proposés : le 1^{er} point concerne le financement qui pourrait être inclus avec les retombées du projet et le 2^{ème} point est lié aux aspects de psychologie sociale, gestion des émotions et de tous ces aspects humains. Un thème à aborder aussi concerne la résilience à titre personnel ou social. L'idée étant qu'en cas de continuation du projet ou d'échec, la résilience permette de le surmonter et d'en tirer quelque chose de bénéfique.

SRI : Ce dernier point pourrait peut-être être abordé dans un deuxième temps, lorsque le projet sera plus avancé ?

MAE : L'idée finalement serait de faire venir un spécialiste sur le sujet qui présenterait ces différents aspects.

PMA : Pense personnellement que la CSI pourrait avoir un rôle à jouer dans la gestion de conflits mais qu'elle ne doit pas nécessairement gérer elle-même les situations conflictuelles. Par contre, la commission peut essayer de ramener un peu de rationalité dans le débat et/ou dans l'information qui a tendance parfois à déraiper. PMA montre un intérêt pour cette question qui pourrait être thématiquée ultérieurement.

PMO : A eu l'occasion d'échanger avec un opposant la semaine dernière et la discussion s'est déroulée dans un climat sain. PMO lui a proposé de venir à une séance de la CSI pour échanger et défendre leur point de vue vis-à-vis du projet. L'opposant est intéressé mais il semblerait qu'un autre opposant ait déjà été invité à participer à l'une des séances de la CSI. Est-ce que quelqu'un est informé ou a été informé d'une intervention d'un opposant ?

PMA : Lorsqu'il a été nommé président, il a pris le soin de contacter les opposants et a mentionné d'une part, que la porte de la CSI leur restait ouverte et, d'autre part, qu'il était lui-même disposé à les rencontrer, en dehors de la CSI, pour une discussion, mais a précisé qu'il n'a obtenu qu'une double réponse négative. Dès lors, aucune invitation n'a plus été envoyée aux opposants, mais, au besoin, il serait possible de réitérer l'invitation. Que suggèrent les membres ?

MLA : La proposition leur a déjà été soumise et ne voit pas d'intérêt à la répéter. MLA a échangé avec le président de CRJ au sujet de la CSI et son avis est péremptoire. Il mentionne notamment qu'il ne souhaite pas prendre place dans un groupe où se trouvent des menteurs. Selon MLA, les vues sont absolument irréconciliables.

GST : La question à se poser finalement est de savoir qui sont réellement les menteurs.

PMA : Ce point pourra être abordé car il y a un réel besoin d'apaiser le climat social régnant, ce à quoi la CSI pourrait essayer de contribuer.

MLA : Sa pire crainte est que la population installe une ZAD (= zone à défendre) sur le site. Est-ce que Geo-Energie a pensé et prévu des choses dans le cas où ce scénario se produirait ?

EDO : Ne pense pas que c'est au niveau des opposants que la CSI pourrait contribuer mais de la population de Haute-Sorne car on ne connaît finalement pas son avis.

PMA : Est-ce que la CSI a un rôle à jouer ? Il s'agit de déjà déterminer si nous voulons être actifs ou non. Cette question pourrait être reprise ultérieurement.

EDO : Conformément à la convention, ils bénéficient d'un siège, ce n'est donc pas à la CSI de faire constamment un effort en leur proposant d'y siéger. D'autre part, le débat serait stérile et les questions tourneraient en boucle.

MAE : Ma proposition d'avoir une présentation sur le sujet de la désescalade des conflits n'était pas forcément dans l'espoir de trouver une solution mais plutôt de comprendre ce qui peut être mis en place ou ce qui est perdu d'avance.

MLA : On est systématiquement en retard dans l'agenda existant. Au vu du retard déjà pris dans le planning, est-il vraiment nécessaire d'aborder ce point ?

PMA : La proposition d'inviter un spécialiste en matière de gestion de conflits sera discutée au sein du bureau et pourrait être prévue à l'ordre du jour d'une prochaine séance. Si vous êtes d'accord, nous y réfléchissons et ferons une proposition. Est-ce que les membres valident les thématiques proposées pour les séances de mai et juin ?

Décisions :

- **Les thématiques figurant dans le calendrier des séances de la CSI sont approuvées.**
- **Le bureau de la CSI communiquera de nouvelles dates de séances, y compris les thématiques à aborder pour l'automne 2023.**

Visite du site de forage de Vinzel le 11 mars 2023

Un bilan de la visite à Vinzel est présenté dans les slides 8 et 9 (cf. présentation PowerPoint annexée au procès-verbal).

Question n°1 :

MLA : Est-ce que Geo-Energie a prévu d'installer un pavillon d'accueil comme tel est le cas sur le site de Vinzel ?

OZI : Un pavillon d'accueil similaire sera en effet installé à proximité et accessible sans devoir se rendre sur le site du chantier.

Question n°2 :

DJE : En référence au projet de Vinzel, les promoteurs du projet ont imaginé, via leur politique de communication, une description des différents scénarios, risques ou catastrophes qui pourraient survenir. Cela mériterait d'être repris en commission. En cas de dommages majeurs, quels sont finalement les moyens ou les mesures à mettre en place pour ainsi confiner les risques et les conséquences ? Cela permettrait d'autre part d'apporter une certaine sérénité et confiance auprès de la population.

PMA : Prend note de cette proposition.

Question n°3 :

GST : Est-il utile de mettre de l'énergie à convaincre les opposants ? La communication doit aussi cibler les personnes qui ne sont pas défavorables au projet mais sceptiques.

NLU : Il y a deux aspects différents, à savoir convaincre ou informer.

EDO : Il ne s'agit pas de convaincre les personnes qui sont foncièrement opposées au projet mais plutôt de rassurer les personnes qui sont encore incertaines vis-à-vis du projet. C'est notamment ce scénario qui est ressorti des discussions.

NLU : En général dans ce genre de projet, il y a environ 20% de personnes convaincues et 20% qui ont peur. La cible de la communication, ce sont les 60% restants.

Question n°4 :

TLO : A trouvé que le système de webcam (retransmission en direct) mis en place à Vinzel est intéressant. Est-ce que Geo-Energie envisage d'installer un tel procédé ? D'autant plus que ça pourrait être publié sur le site de la CSI.

OZI : Oui, il est prévu de mettre en place ce dispositif.

PMA : L'idée de cette visite à Vinzel est de reprendre ces différents enseignements et de les faire fructifier.

4. Publicité des travaux de la CSI et concept de communication : état des travaux du site Internet

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

SRI : Les travaux liés au site internet de la CSI avancent mais lentement. Une formation a été programmée au 21 mars après quoi, le bureau pourra prendre les choses en main afin d'alimenter le site en contenu. Le bureau a lancé l'idée que les personnes intéressées puissent s'inscrire à une table ronde ce qui permettra de répondre à leurs interrogations. L'urgence étant de mettre en place rapidement le site, cela interviendra dans un second temps tout comme certaines options. Dans l'intervalle, il est rappelé que plusieurs documents en lien avec le projet sont publiés sur le site internet du promoteur et sur celui du canton.

NLU : L'idée d'organiser des tables rondes est judicieuse. Par contre, hormis le fait que l'information circule très bien à l'intérieur de la CSI, la diffusion d'informations auprès de la population est trop lente. N'est-il pas possible de déjà mettre quelque chose en place ? En imprimant par exemple les présentations PowerPoint pour les membres de la CSI. Quel est le calendrier de la mise en ligne de ce site ?

SRI : La mise en ligne du site interviendra probablement d'ici Pâques.

5. Information approfondie sur la thématique « établissement des preuves et assurances » et « protocoles de fissures » et discussion

PMA : Lors de la séance de la CSI le 6 février, la thématique « établissement des preuves et assurances » avait brièvement été abordée, elle sera reprise ce jour, suivie par la thématique « protocoles de fissures ». Le 6 février dernier, la CSI avait déjà eu l'occasion de recevoir Monsieur Manuel Lachat, directeur de SiTaDeL Sàrl et Monsieur Roland Paupe, directeur de Metrix SA pour ce point. Ils sont à nouveau parmi nous pour approfondir cette thématique en raison de leur implication dans la préparation et la mise en œuvre de la procédure des protocoles de fissures. Deux experts-courtiers à savoir, Monsieur Stefan Pözc, responsable sinistres, et Monsieur Gianni Zantedeschi, responsable gestion client, tous les deux représentants au sein de l'Assurance Aon, contribuent également à la CSI. PMA souhaite la bienvenue à tous les intervenants et les remercie de leur présence.

Etablissement des preuves

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MZA : Est-ce que la méthodologie utilisée pour l'établissement du protocole de fissures est la même pour tous les types de bâtiments (brique, ossature bois, etc.) ? Certaines fissures ne seront peut-être pas percevables depuis l'extérieur, est-ce qu'une inspection intérieure pourrait être prévue au besoin ?

MLAC : Cette situation est fréquemment rencontrée et ce, même pour les ossatures bois avec isolation périphérique. Il est facilement détectable de cibler les problèmes de fondation au niveau des seuils d'entrée, des portes, etc. Dans ce cas de figure, les experts chercheront plus en détail et il serait étonnant que rien ne soit détecté en faisant le tour du bâtiment. Aussi, en cas de dégâts causés par un tremblement de terre, certaines fissures, de cisaillement, sont caractéristiques.

RPA : Lors du choix des 10 bâtiments-types, il a été pris en compte que ces derniers ne soient pas les mêmes afin de bénéficier d'un éventail de choix. Lorsqu'un bâtiment est analysé de l'extérieur, toutes les informations sont déjà recueillies. La problématique d'une expertise intérieure est qu'aucun rendez-vous n'est convenu à l'avance. Les experts avancent dans les rues sans heure fixe. D'autant plus que cela rallongerait considérablement le travail si des créneaux devaient être convenus à l'avance avec les propriétaires. C'est une des raisons pour laquelle le travail est axé sur l'extérieur.

MLAC : Si un tremblement de terre devait se produire et que l'extérieur n'a pas été impacté, ça ne signifie pas qu'il n'y aura pas d'inspection.

Question n°2 :

MZA : Avez-vous déjà les références nécessaires pour définir le type du bâtiment ou faut-il l'indiquer ?

MLAC : Il n'est pas nécessaire de l'indiquer.

RPA : Hormis Metrix SA et SiTaDeL Sàrl, un bureau d'architecture a été mandaté pour examiner de manière plus approfondie les bâtiments de grande valeur (par exemple les églises).

Question n°3 :

AGI : La commune de Haute-Sorne, propriétaire de nombreux bâtiments, recevra également ce courrier ?

RPA : Etant propriétaire foncière, oui. Il est important aussi d'informer la population que si un constat n'a pas été réalisé, il y aura tout de même la possibilité d'être indemnisé et que c'est une sécurité pour eux. Ce protocole de fissures va dans le sens du propriétaire.

Question n°4 :

VSE : Est-ce qu'il a été discuté d'éventuellement faire ces relevés sur l'ensemble de la commune de Haute-Sorne ? Au vu des sensibilités, est-ce imaginable d'aller au-delà de ce périmètre ?

OZI : Le périmètre défini pour la phase d'exploration figure dans la convention établie avec le canton. Il pourrait évoluer en fonction de l'étude de risque et de la réévaluation des phases à venir.

VSE : Est-ce uniquement une sensibilité technique ou bien sociale ? Est-ce que ça pourrait influencer ce périmètre ? On se cantonne finalement sur Bassecourt mais il y a des inquiétudes au sein des localités alentours.

OZI : Le contexte actuel étant socio-émotionnellement délicat, la manière dont la phase d'exploration se sera déroulée permettra d'avoir un meilleur ressenti. C'est un rapport d'expert qui a fixé ce périmètre à 2.5 km. Les informations récoltées permettront de réévaluer le périmètre si nécessaire. Si ce périmètre était réévalué, les propriétaires bénéficieraient automatiquement de toute l'expérience acquise à l'intérieur du périmètre.

Assurances

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MLA : La slide sur la gestion des sinistres mène à une incompréhension concernant la causalité. En tant qu'assureur, la première chose que fera Aon c'est de remettre en cause la causalité entre un éventuel sinistre et les fissures constatées au sein d'une maison par exemple ?

OZI : En cas de fissures apparentes, il s'agira de déterminer si elles ont été provoquées par un séisme. Grâce au réseau sismique mis en place, il sera possible de déceler si le projet de géothermie a causé un séisme ou si ce dernier est survenu de manière naturelle. C'est à Geo-Energie et au Service sismologique suisse (SED) d'en déterminer l'origine et c'est ce mécanisme qui permettra de définir le lien de causalité.

Question n°2 :

MLA : Est-ce qu'Aon a de l'expérience en arbitrage ? Selon la slide 34, il est indiqué qu'une décision interviendra rapidement par rapport à une éventuelle indemnisation lors des cas avec un impact faible. En cas de fort impact, la décision ne serait donc pas établie rapidement ? Qu'est-ce que ça signifie concrètement ? Est-ce qu'il y aura un tribunal arbitral pour des cas où l'assurance du propriétaire se retourne contre Aon par exemple ?

STP : Il n'y aura pas forcément de tribunal arbitral toutefois, s'il s'avère que ce sont des cas plus complexes ou plus importants, Aon fera appel à des experts externes. Dans ce cas de figure, il faudra probablement procéder à une expertise qui prendra bien évidemment plus de temps que des cas « basiques ».

OZI : Une idée aussi est de mettre sur pied une cellule de spécialistes dans le traitement des demandes d'indemnisation pour ainsi éviter que des particuliers soient confrontés directement à l'assureur. Cette cellule ferait donc le lien entre l'assureur, le promoteur du projet et le plaignant pour éviter au maximum ce genre de situation.

STP : Aon montre un fort intérêt pour déterminer les faits et investiguer de manière correcte.

GZA : Un accueil et un service structuré seront mis en place ce qui permettra d'accélérer le rassemblement des faits pour ensuite coordonner avec l'assureur.

Question n°3 :

MLA : De quelle manière a été calculée la somme d'assurance de 100 millions ?

GZA : Les experts en charge du projet ont calculé un potentiel et ont mis techniquement une réserve pour atteindre ces 100 millions, aussi sur la base du permis d'exploitation. Le marché assurantiel industriel s'est avéré difficile en raison du projet considéré comme exceptionnel. Il s'agit dans le cas présent d'un consortium d'assureurs.

Question n°4 :

AGI : En tant que propriétaire foncier, tout en souhaitant que tout se passe convenablement, je me demande ce qui se passe si quelque chose ne se déroule pas comme prévu : l'objet immobilier dans lequel j'ai investi subira inmanquablement des répercussions en cas d'événements sismologiques avérés ou de sinistres, et subira donc une dévaluation. Celle-ci sera-t-elle prise en compte dans les éléments sur lesquels vous pourrez intervenir ?

STP : Une dévaluation devra être déterminée en se basant sur les faits pertinents constatés. Cela sera analysé dans le but de déterminer si les différents éléments qui ont conduit à une dévalorisation sont en lien de causalité avec l'événement qui est survenu.

AGI : Ces différents éléments ont donc été pris en compte dans l'élaboration des prestations Aon ?

STP : Si l'impact est techniquement justifiable, c'est pris en compte.

Question n°5 :

SRI : Souhaite rebondir sur une question de la population en ce qui concerne la dévaluation des biens. En cas de sinistre, à quelle hauteur se monte l'indemnisation versée au propriétaire ? En prenant l'exemple d'une maison qui a 25 ans, est-ce que la valeur remboursée sera une valeur à neuf et si ce n'est pas le cas, quel sera le décalage entre la valeur à neuf et la valeur du remboursement d'indemnisation ?

STP : La valeur qui sera remboursée par l'assurance se réfère à un principe général statué dans le droit civil et du droit de la responsabilité. Ce principe découle de l'article 42 du code des obligations qui régit la détermination du dommage. C'est la justice et la doctrine qui ont déterminé l'indemnisation à hauteur de la valeur vénale (du moment) et non la valeur à neuf. Le principe est de comparer l'état de la fortune de la maison ou de la chose endommagée avant le sinistre avec l'état après sinistre. Si vous remplacez une chose endommagée, qui a subi une certaine dépréciation, qui présenterait une certaine vétusté, par quelque chose de neuf, vous avez une plus-value par rapport à l'état antérieur. C'est un principe général découlant du droit civil : l'indemnité se base sur la valeur vénale. La solution d'assurance, police d'assurance décrit que l'indemnité est basée sur des aspects juridiques ; ce n'est pas le rôle de la responsabilité civile de couvrir cette plus-value.

Question n°6 :

SRI : Y a-t-il un lien entre la vétusté et le rapport qu'établira le bureau Metrix et SiTaDeL au niveau du protocole de fissures ou est-ce que cette vétusté sera établie de manière indépendante ?

STP : Ça aura certainement une influence car le rapport documentera l'état de la propriété et ce dernier sera également pertinent pour déterminer la valeur vénale.

STP : Un point est aussi à souligner, c'est l'existence des tables de l'Association des locataires (ASLOCA) et de l'Association jurassienne des propriétaires de biens immobiliers et fonciers (AJPF). Ces deux entités possèdent un catalogue mentionnant la durée de vie de certaines installations ou certains biens immobiliers. Ce catalogue est assez exhaustif. Cela n'empêche toutefois pas, pour des cas spécifiques, de déterminer la valeur vénale indépendamment si nécessaire.

Question n°7 :

TLO : Etant un consortium d'assureurs, est-ce que les assurances tiennent la route ? Les assurances connues telles que La Mobilière, La Bâloise, etc. ne risquent de ce fait pas un dégât d'image en cas de problème. Les assurances ne risquent-elle pas de se débiner en cas de problème ?

GZA : Les assureurs industriels s'occupent des risques complexes avec des expositions au niveau mondial. Ils sont donc habitués à potentiellement se contenter d'un sinistre complexe. À noter que le consortium est établi en Suisse sous contrôle de l'autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

6. Première information sur la thématique « aménagement du site de forage et forage d'exploration »

Cf. présentation PowerPoint (annexée au présent procès-verbal).

Question n°1 :

MLA : En quoi le projet profitera aussi dans le domaine du gros œuvre ? Est-ce que Geo-Energie fera appel à des sociétés locales ?

OZI : Geo-Energie a déjà fait appel à des bureaux d'ingénieurs locaux. Si les compétences existent au sein des entreprises régionales, l'entreprise fera son maximum pour mandater ces dernières. En revanche, s'agissant du forage, aucune entreprise jurassienne n'ayant les compétences, une firme autrichienne a été mandatée. Geo-Energie espère mandater des entrepreneurs locaux pour le génie civil et la construction de la place de forage. L'entreprise de forage se nomme RED Drilling & Services. Elle est basée en Autriche et possède une large expérience en la matière avec une très bonne réputation pour la qualité de ses travaux.

Question n°2 :

AGI : Est-ce que les bassins présentés à la slide 38 seront creusés dans le sol ?

OZI : Hormis le bassin de sécurité, les cuves ne seront pas enterrées. Des digues seront construites mais les bassins ne seront pas creusés ni enterrés.

Question n°3 :

AGI : Il est souligné que l'on se trouve toujours sur un site pollué et qu'à une profondeur de 80 cm, on rencontre des couches assez importantes de marnes qui permettraient d'éviter une pollution accrue. La pollution subsiste dans les 50 premiers centimètres et la couche de marne d'une relative épaisseur permettrait de dissocier le terrain pollué de la nappe phréatique, qui se trouve en-dessous. Lors de l'excavation qui aura lieu, du matériel pour la cave toute bétonnée et du quatrième bassin se trouvant creusé dans le sol, comment va procéder Geo-Energie pour continuer à dissocier la zone polluée de la nappe phréatique alors qu'il faudra finalement excaver l'ensemble de la marne, qui sert justement de support de séparation ?

OZI : Dans son principe, c'est correct mais les profondeurs sont différentes. Il y a environ 4 à 5 m de sédiments meubles (gravier consolidé). La pollution, selon les sondages réalisés sur le site, est à la base de cette couche de sédiments meubles, elle s'est infiltrée avec le temps et c'est donc des hydrocarbures aromatiques polycycliques lourds qui reposent à la base de ces sédiments non consolidés. Il n'y a jamais eu d'évidence de contamination du sol. La zone polluée est située sur des marnes étanches à 5 m de profondeur. Les bassins hors sol ont été justement pensés pour ne pas aller creuser dans la zone polluée. Hormis le bassin de sécurité mentionné dans la question précédente, le seul élément qui nécessite de creuser dans la zone polluée sont les caves de forage bétonnées qui descendent jusqu'aux marnes avec rideaux de palplanches étanchéifiées autour de manière à ce que le forage ne passe pas dans des matériaux pollués mais à l'intérieur d'une cave de forage protégée pour éviter toute contamination ou tout risque d'entraîner cette pollution dans des couches géologiques inférieures.

Question n°4 :

AGI : Est-ce qu'il y a un endroit ou un lieu stratégique où seront acheminés les composants solides émanant de l'excavation ?

OZI : Différentes décharges sont en effet prévues selon le type de matériaux. Les matériaux extraits du site seront analysés avant leur départ en décharge. L'Office de l'environnement (ENV), effectuera des contrôles pour vérifier que la filière adéquate est respectée.

Question n°5 :

AGI : Se questionne sur la problématique du trafic des camions. Est-ce que les camions passeront dans Glovelier ou Bassecourt ? AGI a entendu que le canton pourrait octroyer une possible dérogation pour accéder aux chemins du remaniement parcellaire et éviter de ce fait des risques émanant du flux de trafic.

OZI : Dans tous les cas, les déchets solides seront évacués par camion, probablement à la décharge du SEOD à Boécourt. La thématique de la gestion des déchets pourrait faire l'objet d'un point à l'ordre du jour mais elle a été traitée dans l'étude d'impact sur l'environnement¹. Les volumes extraits sont relativement faciles à estimer car le volume de diamètre de puits est connu. C'est sur cette base aussi que la quantité de camions a été estimée. Le transport, quant à lui, a été associé à l'étude d'impact. La voie de circulation n'a pas encore été définie.

Question n°6 :

DJE : Lors de la visite du site à Vinzel, la puissance installée pour le site est de 5 MW. Quelle sera la puissance à Haute-Sorne ?

OZI : Ce sera les mêmes ordres de grandeur. Un raccordement aura lieu sur la ligne existante de moyenne tension de 16 kV qui appartient à BKW. La moyenne tension sera transformée en basse tension car la foreuse fonctionne à 690 volts avec une puissance maximale de 3.5 MW.

7. Divers

MAE : Le WWF a rédigé son journal « Le Cramia » dans lequel apparaît un article sur la thématique de l'eau liée au projet. MAE met à disposition des membres cette publication, qui sont libres de se servir.

PMA remercie toutes les personnes présentes. La séance est levée à 19h35.

T. Quenet, le 25 avril 2023

Annexes au PV :

- Procès-verbal définitif de la séance du 6 février (approuvé en séance du 14 mars 2023)
- Procès-verbal de la séance du 14 mars 2023 (à approuver en séance du 10 mai 2023)
- Présentation PowerPoint de la séance du 14 mars 2023 (GES, Metrix SA, SiTadeL Sàrl et Aon Assurances)
- Proposition de modification du règlement (art. 8 al. 2) suite à la séance du 14 mars 2022
- Courrier du Collectif des agriculteurs de Haute-Sorne ; réponse du Conseil communal de Haute-Sorne
- Courrier de l'étude d'avocat Bratschi SA/représentant les intérêts de CRJ ; réponse du canton
- Courriel de Monsieur Raoul Jaeggi, député au Parlement jurassien

¹ L'étude d'impact sur l'environnement est disponible sur la page internet suivante : <https://www.jura.ch/geothermieprofonde>